

Brochure n° 3120

Convention collective nationale
IDCC : 468. – COMMERCE SUCCURSALISTE
DE LA CHAUSSURE

ACCORD DU 28 MARS 2014
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA POUR L'ANNÉE 2014

NOR : ASET1450603M
IDCC : 468

Entre :
La FEC,
D'une part, et
La FNECS CFE-CGC ;
La CSFV CFTC,
D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Appointements mensuels pour les employés

A compter de la date d'entrée en vigueur de la nouvelle grille de classification au sein de l'entreprise, il est institué de nouveaux minima mensuels conventionnels pour les employés :

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	MINIMUM MENSUEL
I	–	1 446
II	–	1 453
	2	1 463
III	–	1 488
	2	1 508
IV	–	1 528
	2	1 538
V	–	1 568
	2	1 578

Article 2

Appointements mensuels pour les agents de maîtrise

A compter de la date d'entrée en vigueur de la nouvelle grille de classification au sein de l'entreprise, il est institué de nouveaux minima mensuels conventionnels pour les agents de maîtrise :

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	MINIMUM MENSUEL
VI	–	1 714
VII	–	1 914

Article 3

Appointements annuels pour les cadres

A compter de la date d'entrée en vigueur de la nouvelle grille de classification au sein de l'entreprise, il est institué de nouveaux minima annuels conventionnels pour les cadres :

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	MINIMUM ANNUEL
VIII	–	25 604
	2	26 832
IX	–	28 676
	2	30 520
X	–	32 773
XI	–	36 870
XII	–	41 990

Article 4

Appointements annuels pour les couples

A compter de la date d'entrée en vigueur de la nouvelle grille de classification au sein de l'entreprise, il est institué de nouveaux minima annuels conventionnels pour les couples :

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	MINIMUM ANNUEL
VI	–	39 409
VII	–	40 433
VIII	1	43 505
	2	46 578
IX	1	50 777
	2	54 771

Article 5

Publicité. – Extension

Le présent accord est établi en autant d'exemplaires qu'il est nécessaire pour que chaque signataire en reçoive un original. Les organisations syndicales reconnues représentatives au niveau national qui ne seraient pas signataires du présent texte en recevront une copie.

En outre, et conformément aux dispositions du code du travail, le présent accord sera adressé, à l'expiration du délai d'opposition de 15 jours, à la direction générale du travail et au conseil de prud'hommes de Paris.

Les parties signataires conviennent de demander, dès connaissance du numéro de récépissé de dépôt, l'extension du présent accord auprès des services du ministre chargé du travail.

Fait à Paris, le 28 mars 2014.

(Suivent les signatures.)